



Éric Bélanger, Frédéric Bastien et François Gélinau (dir.)

Les Québécois aux urnes Les partis, les médias et les citoyens en campagne

Presses de l'Université de Montréal

5. Argent et vote : « Pour une poignée de dollars de plus ! »

Martial Foucault et Jean-François Godbout

DOI : 10.4000/books.pum.5896
Éditeur : Presses de l'Université de Montréal
Lieu d'édition : Montréal
Année d'édition : 2013
Date de mise en ligne : 23 janvier 2018
Collection : Paramètres
EAN électronique : 9782821897984



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

FOUCAULT, Martial ; GODBOUT, Jean-François. 5. *Argent et vote : « Pour une poignée de dollars de plus ! »*
In : *Les Québécois aux urnes : Les partis, les médias et les citoyens en campagne* [en ligne]. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2013 (généré le 11 septembre 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pum/5896>>. ISBN : 9782821897984. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pum.5896>.

5

Argent et vote : « Pour une poignée de dollars de plus ! »

Martial Foucault et Jean-François Godbout

La place de l'argent en politique fait davantage la manchette des journaux dans la rubrique des scandales de corruption que dans celle des analyses électorales. Les démocraties développées ont toujours entretenu un rapport complexe avec le financement des activités politiques, qu'il s'agisse des partis politiques ou des campagnes électorales. Le Québec n'échappe pas à la longue liste des juridictions où la réglementation financière de la vie politique refait surface au gré des scandales politico-financiers.

Durant la campagne électorale québécoise de 2012, plusieurs responsables politiques ont exprimé le souhait de renforcer les règles entourant le financement public. Les arguments avancés reposaient sur l'idée que si la démocratie n'a pas de prix, elle doit privilégier l'équité dans la représentation des idées politiques et l'argent ne peut constituer un frein à la diffusion des programmes politiques. Parmi les démocraties avancées, le Québec fait figure de pionnier en matière de réglementation du financement des partis politiques ou des campagnes électorales. Deux lois importantes, celles de 1963 et de 1977, ont donné naissance à l'architecture actuelle du financement de la vie politique québécoise. Fondée sur le principe de financement public, la réglementation québécoise reconnaît en quelque sorte que l'argent peut être fondamental en politique et doit par conséquent être réglementé. La mise en place d'un plafond de dépenses

par circonscription, le remboursement à hauteur de 50 % des dépenses engagées par le candidat et la suppression du financement par les entreprises, sont autant de règles visant à limiter l'influence des dépenses électorales sur le vote.

Dans ce chapitre, nous présenterons les principales caractéristiques de l'usage de l'argent par les candidats. Ensuite, nous nous attarderons aux principales sources de dépenses électorales avant d'établir la complexité de la relation entre dépenses et votes. Enfin, nous estimerons l'influence des dépenses électorales sur le pourcentage de voix obtenues par le Parti québécois (PQ) et par le Parti libéral du Québec (PLQ).

Le financement politique au Québec: disparités entre partis

Lors de l'élection 2012, les 892 candidats officiels n'ont pas tous dépensé des sommes financières. Près de la moitié d'entre eux n'ont pas engagé le moindre dollar. Ce résultat est difficile à mesurer précisément, car la loi obligeant les candidats à déposer leurs comptes de campagne auprès du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) leur permet aussi d'assumer cette responsabilité en leur nom propre ou au nom du parti politique pour lequel ils ont fait campagne. Ainsi pour 2012, seuls les candidats du PQ, du PLQ et de l'Union citoyenne du Québec¹ ont fait le choix de déposer leurs comptes de campagne auprès du DGEQ. Par conséquent, il est impossible à ce stade de connaître le montant des dépenses de campagne pour les candidats de la Coalition avenir Québec (CAQ), de Québec solidaire (QS) et d'Option nationale (ON).

Même le dépôt des comptes de campagne de ces trois partis (ayant obtenu plus de 1 % des votes) ne permet pas d'identifier par circonscription le montant et la nature des dépenses engagées par candidat. Conséquence de la loi sur le financement, cette possibilité légale permet aux partis d'augmenter leurs chances de recevoir un remboursement public, car rappelons qu'un candidat doit avoir obtenu au moins 15 % des voix pour obtenir un remboursement de 50 % des dépenses électorales engagées et acquittées, alors qu'un parti politique doit avoir récolté au moins 1 % des votes valides pour bénéficier d'un remboursement de 50 % des dépenses

1. L'Union citoyenne du Québec est un tiers parti qui comptait 20 candidats et qui a obtenu 0,05 % des votes valides à l'échelle de la province.

totales acquittées par le parti. Cela signifie que lors de chaque élection provinciale un candidat peut bénéficier de ressources financières qu'il engage « personnellement » et de ressources indirectes dépensées par le parti, telles que l'affichage, les déplacements du chef du parti dans les circonscriptions et les clips vidéo de campagne. Même si la réglementation impose un plafond de dépenses par circonscription, l'appartenance partisane d'un candidat peut avoir des conséquences importantes et inégales sur les ressources dont il dispose.

Le tableau 5.1 donne un aperçu des disparités de financement des campagnes entre partis politiques en lice pour l'élection de 2012. Un premier enseignement à tirer concerne le montant des dépenses plus élevé pour le PQ (4,07 millions de dollars, soit environ 0,92 \$ par vote valide) que les deux autres principaux partis (respectivement 3,08 et 3,04 millions de dollars pour le PLQ et la CAQ). Cette stratégie dépensière du PQ est confirmée par un total de dépenses égal à 97 % de la limite permise. À l'inverse, la CAQ et le PLQ n'ont réalisé que les trois quarts des dépenses autorisées. Toutefois, si l'on regarde de plus près le niveau des dépenses des candidats, le rapport de forces financières s'inverse en faveur du PLQ dont les candidats ont déboursé au total 5,18 millions de dollars (en moyenne 41 510 \$/candidat), soit 30 % de plus que le PQ. Ce montant ayant été rapporté au nombre de votes, les candidats libéraux ont dépensé 3,83 \$ par vote, contre 2,38 \$ pour les candidats péquistes.

TABLEAU 5.1

Dépenses électorales déclarées et votes

| | Dépenses électorales (en dollars) | | | | Votes | |
|-----|-----------------------------------|------------|-----------|------------|-----------|---------------------|
| | Candidat | % autorisé | Parti | % autorisé | Votes (%) | Nombre de candidats |
| PQ | 3 724 751 | 55,5% | 4 072 464 | 96,9% | 31,95 | 125 |
| PLQ | 5 188 747 | 70,8% | 3 083 773 | 73,4% | 31,20 | 125 |
| CAQ | nd | nd | 3 040 594 | 72,3% | 27,05 | 125 |
| QS | nd | nd | 1 452 069 | 34,8% | 6,03 | 124 |
| ON | nd | nd | 140 314 | 3,5% | 1,89 | 120 |
| PVQ | nd | nd | 12 701 | 0,5% | 0,99 | 66 |

Source : Directeur général des élections du Québec. Nd : non disponible

Le niveau des dépenses électorales au cours des cinq dernières élections révèle par ailleurs des comportements permanents, mais aussi quelques changements majeurs. Le tableau 5.2 confirme le caractère plus dépensier des candidats du PLQ quelle que soit l'élection, mais on note une différence notable pour les candidats non sortants. À l'inverse, l'écart se resserre pour les candidats sortants du PQ qui dépensent en moyenne 10 % de moins que ceux du PLQ. Toutefois, l'élection de 2012 se singularise par un écart nettement plus élevé pour les candidats sortants du PLQ qui ont dépensé en moyenne 30 % de plus que les candidats sortants du PQ. Il est difficile d'avancer l'argument que l'arrivée d'un troisième parti (CAQ) a modifié la structure de dépenses des candidats du PLQ, car l'élection 2007 confirme un écart faible entre ces deux principaux partis, malgré la menace électorale représentée par les candidats de l'ADQ. En revanche, le tableau 5.2 confirme de manière préliminaire que la prime au sortant n'est pas compensée par une dépense moindre. Au contraire, quel que soit le parti, les candidats sortants maintiennent un niveau de dépenses élevé dans l'espoir d'augmenter leurs chances de réélection. Ce résultat descriptif tend à suggérer que les députés sortants anticipent que plus ils dépenseront, plus ils obtiendront de suffrages. Le même raisonnement prévaut pour les adversaires des candidats sortants, mais avec de plus faibles dépenses.

TABLEAU 5.2

Dépenses électorales moyennes par candidat sortant et non sortant, 1998-2012 (en dollars courants)

| | 2012 | 2008 | 2007 | 2003 | 1998 |
|---------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Sortants | | | | | |
| PQ | 35 020 | 39 226 | 42 001 | 40 963 | 36 638 |
| PLQ | 49 741 | 43 222 | 48 645 | 44 423 | 37 460 |
| ADQ/CAQ | nd | 32 272 | 37 646 | 24 156 | 25 125 |
| Non sortants | | | | | |
| PQ | 25 227 | 23 180 | 32 855 | 34 506 | 33 348 |
| PLQ | 36 650 | 43 560 | 46 653 | 41 575 | 39 339 |
| ADQ/CAQ | nd | 35 347 | 28 231 | 25 327 | 2 068 |

Source : Directeur général des élections du Québec. Nd : non disponible.

En comparant le niveau de dépenses par circonscription loyale ou forteresse partisane (c'est-à-dire des circonscriptions qui n'ont pas connu d'alternance politique depuis 1981), la logique partisane est renforcée pour le PLQ. Le tableau 5.3 distingue les dépenses moyennes par candidat selon qu'une circonscription est loyale ou non à l'un des deux partis. Pour les forteresses péquistes ($n = 21$), on observe une faible différence entre le PQ et le PLQ (3 942 \$), avec un léger avantage aux candidats péquistes. À l'inverse, la différence observée dans les forteresses libérales ($n = 34$) est importante; les candidats du PLQ y dépensent environ 29 400 \$ de plus que les candidats péquistes. Ces deux résultats semblent indiquer clairement que seuls les candidats du PLQ sont disposés à faire un effort financier plus soutenu dans des circonscriptions déjà acquises. Toutefois, si l'on rapporte ces écarts à la moyenne des dépenses des partis dans les 125 circonscriptions, il ressort que les deux partis ont tendance à dépenser dans les mêmes proportions (c'est-à-dire 20 % de plus) dans leurs forteresses respectives. Si l'argent est un enjeu électoral pour remporter les élections, il importe de regarder les écarts de dépenses dans les circonscriptions les plus incertaines. Fait intéressant, si l'écart de dépenses tourne à l'avantage du PLQ, les deux partis dépensent sensiblement les mêmes montants rapportés à leur moyenne, mais la dépense relative est supérieure pour le PQ (28 239 \$, comparativement à une moyenne de 27 989 \$). Par ailleurs, on observe que la stratégie de dépenses du PQ dans les circonscriptions incertaines est plus hétérogène que celle du PLQ (écart-type de 18 591 \$, comparativement à 9 316 \$).

TABLEAU 5.3

Dépenses électorales moyennes selon le niveau d'alternance politique (en dollars)

| | PQ | PLQ | Écart |
|--------------------------|-----------------|-----------------|--------|
| Dépense moyenne | 27 989 (14 515) | 42 184 (16 996) | 14 195 |
| Loyauté PQ ($n = 21$) | 34 996 (12 633) | 31 054 (18 389) | -3 942 |
| Loyauté PLQ ($n = 34$) | 22 127 (12 318) | 51 537 (14 051) | 29 410 |
| Non loyauté ($n = 68$) | 28 239 (18 591) | 40 663 (9 316) | 12 424 |

Note : Le total des circonscriptions n'est pas égal à 125 en raison de la déclaration de dépenses nulles pour deux candidats du PLQ et sept candidats du PQ. Entre parenthèses figure l'écart-type pour moyenne de dépenses.

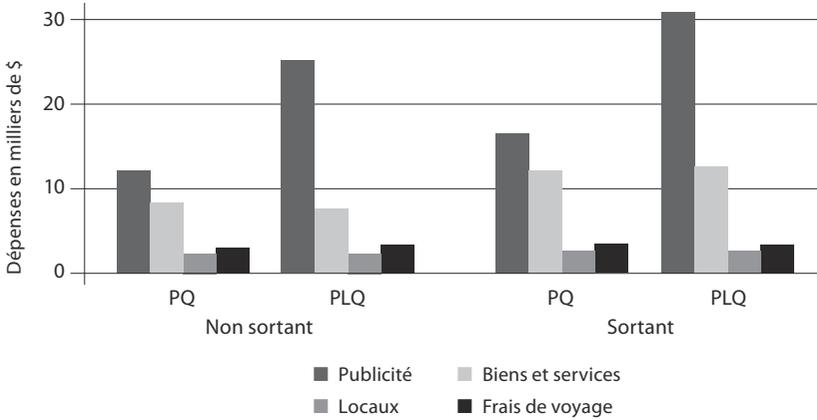
En résumé, une hiérarchie commune de dépenses électorales s'affirme pour les deux partis. D'un côté, plus la circonscription est une forteresse et plus la dépense est élevée. D'un autre côté, plus les chances de victoire sont nulles, plus la dépense est faible. Entre ces deux extrêmes (c'est-à-dire les circonscriptions incertaines), les candidats dépensent des sommes qui se rapprochent de la moyenne de leur parti observée pour toute la province. Si ce résultat peut, à première vue, paraître contre-intuitif, il ne faut pas oublier que nous raisonnons ici par rapport aux candidats et non aux partis. Cela signifie qu'un candidat libéral dans une forteresse libérale aura davantage accès à des ressources sous formes de dons qui lui permettent de dépenser beaucoup et d'obtenir un remboursement public à hauteur de 50 % de ce montant engagé. Ainsi, si l'argent n'est pas essentiel pour remporter une élection, il peut se révéler stratégique pour augmenter les ressources du parti ou augmenter la caisse électorale du candidat.

Stratégies de dépenses des candidats

La proportion de dépenses des partis au Québec se caractérise par des différences en valeur absolue. Toutefois, en valeur relative, nous avons observé dans la section précédente que les partis ont fait des choix de dépenses plutôt semblables (pour les sortants ou dans les forteresses). Une illustration de ce phénomène est confirmée par l'analyse des types de dépenses engagées. Le rapport de dépenses que chaque candidat doit produire et remettre au DGEQ précise quatre catégories de dépenses autorisées pour remboursement : la publicité, les biens et services, les locations de locaux, ainsi que les frais de voyage et de repas. La somme de ces dépenses ne doit pas excéder le plafond de dépenses défini dans chaque circonscription sous peine d'élection invalidée. Le graphique 5.1 confirme que la publicité reste la principale source de dépenses du PLQ et du PQ pour l'élection de 2012, suivie des dépenses de biens et services, de voyage et de location de locaux. Nous remarquons que les candidats libéraux (sortants ou non) ont consacré la majorité de leurs dépenses à des fins publicitaires. À l'inverse, les candidats du PQ privilégient les dépenses de publicité et de biens et services.

À ce stade, il est difficile de prédire une stratégie victorieuse dans le choix de dépenses. Pour mieux comprendre les variations entre catégories de dépenses, nous avons, dans le tableau 5.4, mis en correspondance la

GRAPHIQUE 5.1

Répartition des dépenses électorales

marge de victoire des candidats PQ et PLQ. Premier constat, les victoires libérales où la marge est supérieure à 10 points de pourcentage ($n = 37$) se caractérisent par des dépenses toujours élevées en publicité, mais surtout par des dépenses de biens et services supérieures à la moyenne de tous les candidats PLQ. Ces mêmes victoires libérales coïncident automatiquement avec des défaites du PQ qui se singularisent par des niveaux de dépenses très faibles (entre 2 516 \$ et 14 558 \$ en moyenne). Pour ces derniers cas, les dépenses sont dominées par la publicité (94 % des dépenses des neuf candidats péquistes les plus durement battus par un candidat libéral). Symétriquement, lorsque le PQ a dominé de plus de 20 points de pourcentage les candidats libéraux (dans 35 circonscriptions), le PLQ a enregistré des pourcentages de dépenses en publicité supérieurs à la moyenne libérale. Il semble donc que les candidats et les deux principaux partis politiques accordent une importance considérable à la publicité comme vecteur de communication des idées politiques, mais aussi de positionnement de nouveaux candidats.

TABLEAU 5.4

Répartition des dépenses électorales des candidats selon la marge de victoire

| Score | Dépenses totales (\$) | Publicité (\$) | Biens et services (\$) | Location (\$) | Voyage et repas (\$) | N |
|----------------------|-----------------------|----------------|------------------------|---------------|----------------------|------------|
| Candidats PQ | | | | | | |
| [-0,91 ; -0,51] | 2 516 | 94,4% | 1,2% | 4,5% | 0,0% | 9 |
| [-0,50 ; -0,11] | 14 558 | 52,2% | 23,7% | 9,9% | 14,1% | 28 |
| [-0,10 ; 0,10] | 31 777 | 47,4% | 34,7% | 8,0% | 9,9% | 36 |
| [0,11 ; 0,20] | 32 837 | 43,0% | 33,7% | 9,1% | 14,1% | 17 |
| [0,21 ; 0,50] | 33 554 | 47,1% | 35,0% | 8,7% | 9,2% | 35 |
| Total | 27 989 | 47,1% | 33,0% | 8,8% | 11,1% | 125 |
| Candidats PLQ | | | | | | |
| [-0,91 ; -0,51] | 46 713 | 56,3% | 28,9% | 8,4% | 6,4% | 9 |
| [-0,50 ; -0,11] | 51 321 | 62,2% | 25,9% | 4,7% | 7,1% | 28 |
| [-0,10 ; 0,10] | 50 439 | 63,5% | 24,0% | 5,3% | 7,2% | 36 |
| [0,11 ; 0,20] | 42 034 | 66,4% | 18,7% | 5,7% | 9,2% | 17 |
| [0,21 ; 0,50] | 24 270 | 70,6% | 13,7% | 6,2% | 9,5% | 35 |
| Total | 42 185 | 63,9% | 22,7% | 5,7% | 7,7% | 125 |

Note: Le score correspond à la différence de votes entre le PQ et le PLQ. Un signe négatif indique un différentiel de votes (mesuré en pourcentages de votes) en faveur des candidats du PLQ. Inversement, un signe positif indique une avance de votes pour les candidats du PQ.

Argent et bonheur électoral : une relation complexe

Les politologues ont longuement examiné la relation entre argent et victoire électorale. Malgré une intense controverse méthodologique liée à la meilleure spécification d'une telle relation (voir Gerber, 2004, pour un résumé), il est possible de dégager une tendance forte dans plusieurs pays. Les dépenses électorales augmenteraient la probabilité de réélection d'un candidat sortant, mais avec un effet marginal plus faible que la dépense du challenger. Autrement dit, pour le même dollar dépensé, un candidat challenger obtient plus de voix qu'un candidat sortant (Jacobson, 1990; Benoit et Marsh, 2003; Green et Krasno, 1988). Au Canada, cette relation

a été remise en cause par Milligan et Rekkas (2008) et Rekkas (2007) qui ont montré que le rendement des dépenses des candidats sortants est plus élevé que celles des challengers au fédéral.

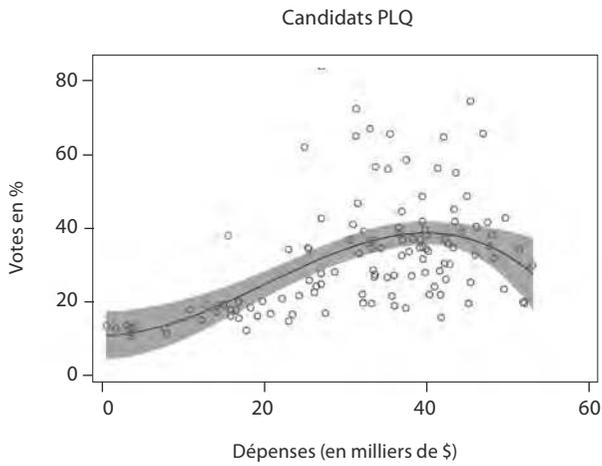
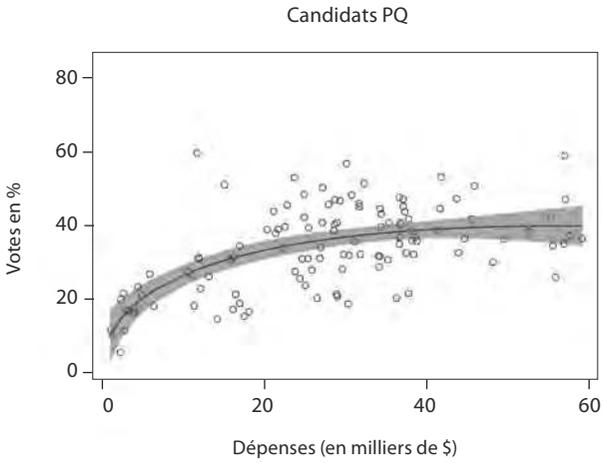
Avant d'estimer une telle relation pour les élections de 2012, il est important de comprendre la relation entre les dépenses électorales et les votes reçus. Le graphique 5.2 représente pour tous les candidats péquistes et libéraux le résumé de la relation fonctionnelle entre le montant des dépenses électorales et le pourcentage de votes. Deux différences majeures opposent les deux partis. D'un côté, les dépenses des candidats du PQ sont croissantes et monotones jusqu'à environ 10 000 \$, puis elles deviennent marginalement décroissantes, c'est-à-dire que tout dollar dépensé au-delà de 10 000 \$ rapporte moins de votes après que ce seuil a été atteint. D'un autre côté, les dépenses des candidats du PLQ sont croissantes et monotones jusqu'à 50 000 \$, puis elles deviennent nettement décroissantes, une fois ce seuil franchi. Cela signifie qu'au-delà de 50 000 \$, chaque dollar supplémentaire dépensé est contre-productif, car il rapporte moins de votes.

En ce qui concerne la dispersion des observations, nous notons une plus forte concentration de candidats PQ entre 20 000 \$ et 40 000 \$ pour un pourcentage de votes autour de 30 %. Les candidats PLQ occupent des positions plus dispersées et pour des dépenses semblables, les scores peuvent aller du simple au double. Par conséquent, les dépenses électorales ne peuvent, à elles seules, expliquer le pourcentage de votes reçus lors de cette élection.

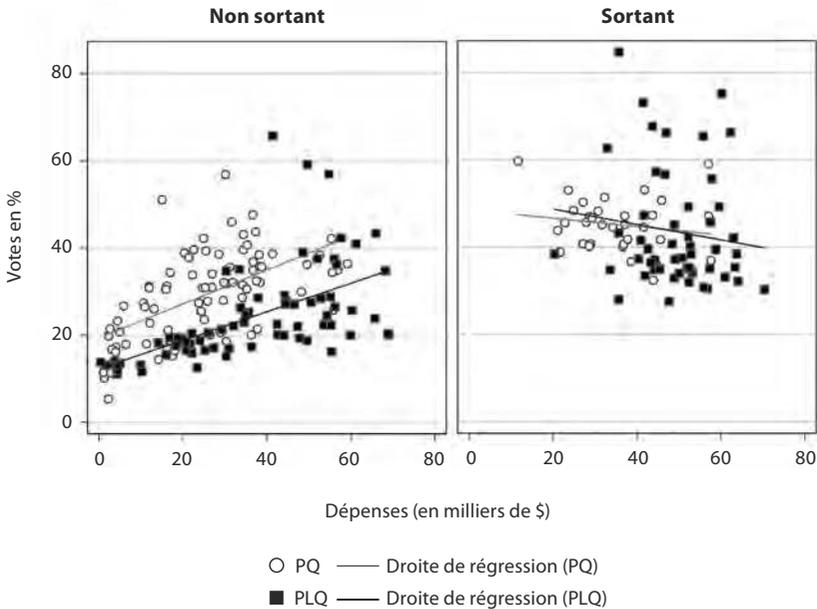
Enfin, si l'on tient compte du principal facteur explicatif du vote dans les modèles comportant des dépenses électorales (Green et Krasno, 1988 ; Benoit et Marsh, 2008), à savoir le fait d'être sortant ou non, nous pouvons observer au graphique 5.3 un clivage intéressant entre candidats. En effet, les candidats non sortants (libéraux et péquistes confondus) semblent être liés par une relation croissante : plus ils dépensent, plus ils obtiennent de voix. À l'inverse, une relation décroissante résume le rendement des dépenses des candidats sortants. Fait plus intéressant, les candidats libéraux sortants et non sortants sont nettement positionnés au-delà de 40 000 \$ pour un score plus élevé dans les circonscriptions où ils sont sortants. Aussi, toutes choses égales par ailleurs, les nouveaux candidats péquistes obtiennent des scores plus élevés pour des dépenses à peu près semblables que les nouveaux candidats libéraux.

GRAPHIQUE 5.2

Relation non linéaire entre le vote et les dépenses électorales



GRAPHIQUE 5.3

Dépenses et vote selon le statut du candidat

La relation complexe entre votes et dépenses électorales n'est pas propre au Québec. Il existe plusieurs facteurs susceptibles d'expliquer le vote, autres que les dépenses électorales. Toutefois, le débat entourant le rôle de l'argent en politique et les changements institutionnels qui encadrent désormais le financement des campagnes électorales offrent un terrain empirique propice à l'étude de l'impact de l'argent en politique. La prochaine section propose un tel modèle d'estimation pour l'élection de 2012.

Influence des dépenses électorales sur le vote

Il existe un large consensus dans la littérature autour du modèle économique à retenir pour tester l'effet des dépenses électorales sur le vote (Ansolabehere et Gerber, 1994). Une première approche consiste à estimer

par les moindres carrés ordinaires (MCO) le pourcentage de votes reçus par le candidat *i* en tenant compte de sa dépense. Une deuxième approche, toujours en MCO, suggère d'ajouter à la dépense du candidat *i* celle de son adversaire direct, le candidat *j*. À partir de ces deux approches, les résultats obtenus dans plusieurs pays indiquent un effet positif des dépenses électorales pour le candidat *i* et un effet négatif pour le candidat *j*. Un débat s'est alors installé dans les années 1990 autour d'un problème d'endogénéité des dépenses électorales, c'est-à-dire que l'hypothèse selon laquelle elles étaient parfaitement exogènes au processus électoral, à la compétition partisane ou au cadre réglementaire est susceptible de biaiser l'estimation. Dit autrement, le problème d'endogénéité fait ici référence à un biais de simultanéité dans la décision de dépense du candidat. En effet, il est possible d'admettre qu'un candidat sortant décide de dépenser plus d'argent en anticipant une élection compétitive. Donc, le montant des dépenses ne serait pas exogène au score reçu. Dans ce contexte, on observerait par exemple une relation négative entre les dépenses et le vote pour un candidat sortant, surtout si celui-ci fait face à une compétition électorale accrue au moment de l'élection. Mais inversement, cette relation ne devrait pas être similaire pour ses adversaires. Ceux-ci vont justement avoir plus de ressources pour dépenser dans une élection compétitive, et comme cette compétition tend à réduire le vote du candidat sortant et à augmenter le vote des adversaires, on devrait observer une relation positive entre les dépenses électorales et le vote pour les candidats non élus. Afin de mesurer cette relation, nous avons décidé dans un premier temps d'estimer par les MCO un modèle simple et parcimonieux de l'influence des dépenses de campagne sur le vote des candidats du PQ et du PLQ pour la seule élection 2012. Une approche similaire avait été retenue dans un contexte canadien par Carty et Eagles (1999)².

Le tableau 5.5 présente les résultats de l'analyse pour chacune des circonscriptions où l'information complète était disponible (115 circons-

2. Il est important de rappeler ici que notre modèle est incomplet, puisque les données sur les dépenses électorales de la CAQ ne sont pas disponibles pour les circonscriptions. Le chapitre 1 de Jean-François Godbout nous indique que la CAQ est arrivée au deuxième rang dans 53 circonscriptions, contre 39 pour le PQ et 30 pour le PLQ. Dans chacune de ces 53 circonscriptions, nous avons remplacé les dépenses de la CAQ par les dépenses du troisième candidat (PLQ ou PQ).

TABLEAU 5.5

Estimation de l'impact des dépenses électorales sur le vote

| | Candidats PQ | | Candidats PLQ | |
|-----------------------------|--------------|--------|---------------|--------|
| Dépenses (ln) | 0,31*** | (0,04) | 0,23*** | (0,05) |
| Dépenses adversaire (ln) | -0,07** | (0,03) | -0,13*** | (0,03) |
| Sortant | 3,79*** | (0,88) | 3,03*** | (1,09) |
| Dépenses x sortant | -0,34*** | (0,08) | -0,26** | (0,10) |
| Loyauté PQ | 0,15*** | (0,04) | -0,03 | (0,05) |
| Loyauté PLQ | 0,06 | (0,05) | 0,27*** | (0,05) |
| Concurrence électorale | -0,04** | (0,02) | -0,01 | (0,02) |
| Constante | -3,35*** | (0,47) | -2,45*** | (0,56) |
| R² ajusté | 0,67 | | 0,75 | |
| N | 115 | | 115 | |

Les erreurs-types sont entre parenthèses.

* p < 0,10; ** p < 0,05; *** p < 0,01

criptions sur 125). La variable dépendante est le pourcentage de votes reçus pour chaque candidat (de 0 à 100 %). Les variables indépendantes sont regroupées autour de deux catégories. En premier lieu, nous avons introduit les dépenses totales du candidat et les dépenses de son adversaire libéral ou péquiste. Comme nous l'avons clairement montré au graphique 5.2, il n'existe pas de relation linéaire entre les dépenses et le vote. Par conséquent, nous avons utilisé une spécification logarithmique (ln) pour les variables de dépenses et la variable dépendante. Ainsi, chacune des variables de dépenses pourra être interprétée facilement du point de vue de l'élasticité, c'est-à-dire que pour chaque variation d'une unité de X (dépense électorale), nous mesurerons la variation sur Y (vote).

Trois résultats importants se dégagent de notre analyse. Tout d'abord, plus les dépenses du candidat sont élevées, plus le pourcentage de votes reçus augmente. Plus précisément, pour une variation de 1 % des dépenses engagées par le candidat du PQ (soit environ 279 \$), son vote augmente de 0,31 %. L'effet est légèrement plus faible pour le candidat du PLQ, puisque l'impact d'une hausse de 421 \$ (1 % des dépenses du PLQ) implique une augmentation de 0,23 % de votes. Il existe donc un effet positif des dépenses électorales des deux principaux partis politiques sur le vote. Lorsque nous regardons maintenant l'effet des dépenses de l'adversaire

libéral ou péquiste, nous observons une différence significative. Les adversaires du PQ (candidats du PLQ) ont une capacité de nuire plus élevée que les adversaires du PLQ (candidats du PQ). En effet, le coefficient de la variable « dépenses adversaire » pour un candidat PQ est négatif (-0,134), indiquant que pour 1 % de dépenses supplémentaires du candidat PQ, le pourcentage de vote du candidat du PLQ est réduit de 0,13 %. Cette élasticité est deux fois plus faible pour un adversaire du PLQ (-0,065). Nous retrouvons ici un résultat déjà observé par Rekkas sur le plan fédéral, à savoir que le rendement de la dépense du candidat reste malgré tout plus élevé que celui de son adversaire direct.

Un deuxième résultat concerne la prime au sortant. Sans surprise, les candidats sortants bénéficient d'un avantage substantiel (supérieur à 30 % pour le PQ et 11 % pour le PLQ)³. Mais lorsque nous faisons interagir le fait d'être sortant avec les dépenses électorales, nous obtenons un résultat intéressant et conforme à la littérature, qui indique que le rendement des dépenses du candidat sortant est négatif pour les candidats du PQ (-0,34) et du PLQ (-0,26). En comparant ce dernier résultat avec le coefficient de la variable « dépenses », nous pouvons conclure que l'effet des dépenses des candidats sortants est nettement plus faible que celui des dépenses faites par les nouveaux candidats. Une première explication tient à ce que nous avons déjà observé au graphique 5.3, qui illustre deux tendances opposées. Une deuxième explication est liée à l'existence de forteresses où les candidats sortants, certains d'être réélus, continuent de dépenser beaucoup. Par conséquent, le rendement de leurs dépenses est plus faible que celui des nouveaux candidats. Une confirmation de ce résultat est donnée par la variable « loyauté », qui se révèle fortement significative pour les deux types de candidats, mais l'effet est plus marqué pour les forteresses libérales. Combiné au coefficient de la variable interactive « dépenses × sortant », l'effet de la loyauté permet de comprendre pourquoi les candidats sortants du PLQ sont moins désavantagés que les candidats du PQ. Dit autrement, l'avantage retiré par les candidats du PLQ dans leurs nombreuses forteresses ($n = 34$) « amortit » en quelque sorte l'effet négatif des dépenses du sortant.

3. Ce résultat est obtenu en transformant le coefficient de la variable « sortant » (tableau 5.5) pour avoir une mesure non logarithmique, soit $\exp(3,79 - 0,878^2/2) = 0,301$.

Enfin, la concurrence électorale plus ou moins grande semble avoir un effet négatif pour les seuls candidats du PQ, ce qui suggère que plus le nombre de candidats dans une circonscription est élevé, plus le pourcentage de votes reçus par ce candidat péquiste est réduit. Là encore, l'existence de forteresses libérales est susceptible de dissuader nombre de candidats de se présenter et ainsi rendre les dépenses du candidat du PLQ « artificiellement » plus efficaces, car elles permettent de cibler un seul adversaire crédible.

Pour tenter de comprendre la portée de nos résultats et la difficulté de corriger un éventuel biais d'endogénéité, nous avons estimé une relation en triples moindres carrés (3SLS), en considérant que les dépenses électorales et les votes pouvaient être simultanément endogènes⁴. L'idée consiste tout simplement à tester le sens de la causalité entre votes et dépenses: un candidat dépense-t-il pour augmenter ses votes ou anticipe-t-il une certaine compétition justifiant ses dépenses? Les résultats du tableau 5.6 confirment que seuls les votes sont susceptibles d'expliquer l'importance des dépenses et inversement seules les dépenses du PLQ ont un pouvoir explicatif sur le vote. Ce résultat a deux conséquences: premièrement, la corrélation positive observée au graphique 5.2 ne permet pas de conclure au sens de la causalité entre dépenses et votes et, deuxièmement, les biais éventuels de l'estimation par les MCO ne sont pas confirmés pour les candidats du PLQ, car nous retrouvons un effet positif des dépenses du candidat libéral sur son vote et un effet négatif des dépenses de son adversaire péquiste. Bien qu'il s'agisse d'une méthode insatisfaisante au regard d'une approche alternative par instrumentation (dans ce cas, il reste à trouver des instruments efficaces), elle permet toutefois de donner du crédit aux analyses MCO, tant et si longtemps que l'information sur la dépense du « vrai » candidat challenger (CAQ) ne sera pas connue.

4. Différentes techniques d'estimation (principalement en double moindres carrés ordinaires ou 2SLS) sont normalement utilisées pour corriger un biais d'endogénéité. Pour y parvenir, il est important de connaître les dépenses électorales du candidat *i*, mais aussi celles de son adversaire immédiat, le candidat *j*. Et c'est principalement l'absence d'informations individuelles des candidats de la CAQ et de QS qui nous oblige pour cette élection à abandonner une spécification en 2SLS.

TABLEAU 5.6

Estimation du biais de simultanéité (3SLS)

| | Candidats PQ | | Candidats PLQ | |
|--------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------|------------------------|
| | Votes | Dépenses | Votes | Dépenses |
| Dépenses (ln) | - 1,47 (3,9) | | 0,08** (0,04) | |
| Dépenses adversaire (ln) | - 0,31 (0,71) | 0,03 (0,09) | - 0,22*** (0,04) | 0,15 (0,09) |
| Dépenses x sortant | 0,26 (0,73) | | 0,07 (0,05) | |
| Sortant | - 1,48 (5,66) | | - 0,27 (0,56) | |
| Concurrence électorale | - 0,14** (0,07) | | - 0,02 (0,02) | |
| Votes (ln) | | 1,07*** (0,29) | | 1,17*** (0,26) |
| Plafond dépenses | | 0,0000137* (7,10e-06) | | 1,98e-06 (6,56e-06) |
| Constante | 17,46 (45,61) | 10,1*** (0,95) | - - | 10,4*** (0,84) |
| N | 115 | 115 | 114 | 114 |

Les erreurs-types sont entre parenthèses. * p < 0,10; ** p < 0,05; *** p < 0,01

Variables endogènes: votes, dépenses.

Variables exogènes: dépenses adversaire, sortant, dépenses adversaire × sortant, concurrence électorale, plafond de dépenses.

* * *

Lorsque le législateur a interdit en 1977 les contributions provenant de personnes morales et autorisé en 2010 les seuls électeurs à effectuer des dons d'un montant maximum de 1000 \$ (3000 \$ à l'origine) aux partis politiques et aux candidats, il avait certainement en tête que l'argent pouvait avoir des effets non négligeables sur la démocratie électorale. Dans ce chapitre, nous avons observé que les candidats libéraux ont été les plus dépensiers, leur dépense moyenne était de 3,83 \$ pour chaque vote reçu, comparativement à 2,38 \$ pour les candidats du PQ. De plus, si les candidats ont eu tendance à dépenser des sommes importantes dans les cir-

conscriptions où la marge de victoire était faible, ils ont aussi maintenu des dépenses dans leurs forteresses respectives. À côté de ces importantes disparités, les deux partis se rejoignent dans l'importance qu'ils accordent à la publicité, principale source de dépenses.

L'élection générale de 2012 au Québec a confirmé un phénomène déjà observé ailleurs, à savoir que les dépenses électorales génèrent des gains électoraux pour les candidats, sauf s'ils sont sortants. Le rendement des dépenses des candidats du PQ et du PLQ est par ailleurs réduit par les dépenses de leurs adversaires. Il faut toutefois rester prudent quant à ce résultat, car l'absence de données financières pour les candidats de la CAQ et de QS nous empêchent de généraliser nos observations à l'ensemble des 892 candidats en lice pour cette élection. La complexité des relations entre dépenses électorales et votes au Québec suggère à l'avenir un examen approfondi des dynamiques de dépenses, en tenant compte du soutien financier des partis politiques et des bénéfiques non monétaires mobilisés par les candidats.